

Lettre ouverte aux **policiers et gendarmes de France**



Depuis plusieurs nuits, un chaos sans précédent s'est installé dans notre pays.

En utilisant le prétexte du drame survenu à Nanterre, des émeutiers ultra-violents s'en sont pris à vous, détruisant des commissariats, mais également des écoles, des médiathèques, des commerces ou des mairies, exprimant une véritable jouissance de faire le mal et la volonté manifeste de « tuer du flic ».

Dans d'innombrables quartiers de France, votre uniforme est devenu une cible pour tous ceux qui désirent s'en prendre à la République et aux symboles de la Nation.

Plus de 25 000 refus d'obtempérer par an, 18 policiers et gendarmes blessés par jour : vous connaissez ces chiffres mieux que quiconque. Pour vous, ils ne sont d'ailleurs pas des statistiques, mais la réalité de conditions de travail dégradées, d'insultes répétées et de blessures quotidiennes qui alimentent un légitime sentiment d'abandon.

Depuis plusieurs jours, une partie de la classe politique a cru bon de jeter l'opprobre sur votre profession, avec une indécence inédite et des appels, explicites ou subliminaux, à l'insurrection. Sans même attendre le résultat de l'enquête, en violation de la séparation des pouvoirs et de toutes

les règles républicaines, les plus hautes autorités de l'État ont bafoué la présomption d'innocence et mis en cause l'ensemble de l'institution policière. En choisissant le déshonneur pour éviter les émeutes, ils ont eu les émeutes et le déshonneur. Et ils ont créé, dans vos rangs, une colère immense.

Face à cette situation, je veux réaffirmer ici, avec force, le soutien indéfectible du Rassemblement National, à vous comme à vos familles. Ceux qui s'en prennent aux policiers et aux gendarmes ne sont pas des « anges » ou des victimes, mais des criminels, qui doivent être lourdement sanctionnés. **Ce qui est injustifiable et inexcusable - à nos yeux - c'est la sauvagerie que vous subissez et le sentiment d'impunité qui nourrit ses auteurs.**

Nous appelons à un sursaut sécuritaire et judiciaire, au rétablissement immédiat de l'ordre sur chaque mètre carré du territoire de la République, à l'application stricte des lois et, bien sûr, au soutien des agents de l'État dans l'exercice de leur mission de service public.

Toute atteinte à l'intégrité physique d'un représentant de l'État doit être sanctionnée par des peines de prison fermes, sans possibilité d'y déroger. Des peines planchers doivent être instaurées pour casser la spirale de la récidive et l'excuse de minorité doit être supprimée. Les parents doivent être responsabilisés, avec des sanctions claires en cas de carences éducatives manifestes. Enfin, les délinquants et criminels étrangers doivent être systématiquement expulsés.

Ces mesures fortes permettront de reprendre le contrôle de la situation et de rétablir, partout, la paix civile à laquelle tous les Français ont droit. Elles vous permettront de travailler dans des conditions dignes et avec tout le soutien que l'État doit fournir à ses représentants.

Dans cette période trouble, plus que jamais, vous pouvez compter sur notre confiance la plus totale.

Jordan Bardella

Président du Rassemblement National
Député européen